

## RSF dénonce l'arrestation à l'Est de la RDC de trois journalistes dont un Burundais

Reporters sans frontières, 14.10.2015 BURUNDI Collaboration transfrontalière pour museler l'information  
 Reporters sans frontières se joint à son partenaire congolais Journaliste en danger (JED) pour condamner vigoureusement l'arrestation arbitraire de trois journalistes à l'est de la RDC et l'attaque injustifiée des services contre un média. Ces services n'ont ni mandat, ni qualité pour sanctionner le contenu d'une émission radio. Le 7 octobre 2015, vers 14 heures, les hommes de l'agence nationale de renseignement (ANR) congolaise ont fait irruption dans les studios de la Radio le Messenger du Peuple, à Uvira, dans la province du Sud-Kivu (est de la RDC) et ont brutalement arrêté au moins trois personnes, dont deux journalistes congolais, Manzambi Mupenge et Lucien Kanana, ainsi qu'un technicien burundais de la Radio Publique Africaine (RPA), Egide Mwenero.

Les trois ont été retenus dans les locaux de l'ANR. A l'heure où nous écrivons ces lignes les deux journalistes ont été relâchés mais l'employé de la RPA demeure détenu. La radio diffusait depuis quelque temps un magazine politique intitulé « Humura Burundi » (« Burundi soit tranquille », en langue Kirundi), produit par la très populaire radio burundaise Radio Publique Africaine, elle-même interdite de diffusion au Burundi depuis le 27 avril 2015. Cet acte de censure violent de la part du gouvernement congolais est intolérable, déclare Clémentine Kahn-Sriber, responsable du bureau Afrique de Reporters sans frontières. Il est clair que ce raid répond au souhait des autorités burundaises, contrecarrant dans leur désir d'étouffer toute information dissidente. Ceci témoigne à nouveau - même si il fallait - de la volonté de ces deux gouvernements de garder une main mise absolue sur l'information et d'empêcher le débat démocratique. Nous demandons aux autorités congolaises de relâcher immédiatement le journaliste de la RPA et de permettre à la radio de reprendre ses émissions. Interrogé par Journaliste en danger (JED) sur les relations existantes entre ce média congolais et la radio burundaise, Mutere Kifara, directeur de la Radio le Messenger du Peuple, déclare : « Notre média a signé un contrat de partenariat avec la Radio Publique Africaine pour la diffusion de son magazine politique « Humura Burundi ». La Radio le Messenger du Peuple est aussi captée au Burundi. Il explique que le 7 octobre dernier, il a reçu un appel d'un agent de l'ANR souhaitant connaître les horaires de diffusion de l'émission. Le lendemain, le signal de la radio était brouillé à cette heure précise. Une information corroborée par les journalistes toujours à Bujumbura. Le 9 octobre dernier, le directeur de la radio s'est vu contraint de cesser la diffusion de l'émission à la suite d'une injonction des autorités locales qui disent être opposées à la diffusion de cette émission burundaise à partir d'Uvira. Cette mesure n'est pas suffisante pour empêcher le raid de l'ANR... La RDC, un voisin compréhensif Depuis le début de la crise burundaise, le président congolais n'a pas caché son soutien au président burundais dans ses tentatives de briguer un troisième mandat. Les observateurs de la vie politique congolaise estiment que le Président de la RDC, Joseph Kabila, prévoit de trouver lui aussi les moyens de se maintenir au pouvoir à l'issue de son deuxième mandat, qui expire l'année prochaine. La censure des médias et les intimidations de journalistes semblent faire partie de son programme pour y arriver. Depuis le début de l'année, plus de dix médias ont été censurés en RDC, au moins neuf journalistes brutalisés ou menacés directement par les forces de l'ordre, et plusieurs autres interpellés arbitrairement. Le contrôle de l'information passe aussi par la propagande véhiculée par la chaîne nationale la RTNC. Selon les observateurs sur le terrain, des antennes locales de la RTNC ont été installées récemment dans de nombreuses villes de province. Les journalistes de la RTNC témoignent sous couvert d'anonymat par peur des conséquences. « Nous avons dernièrement eu comme consigne de toujours commencer par mettre en avant les actions du gouvernement et de ne jamais critiquer le pouvoir », dit un reporter basé au Nord-Kivu. Si vous osez aller à l'encontre de cette injonction, vous êtes punissable. D'ailleurs, vous n'avez aucune chance de voir votre sujet - même si critique ou dénonce le pouvoir - passer au conseil de rédaction. » Un journaliste de Kinshasa ajoute : « Les consignes de la part des services sont claires : on doit contribuer à maintenir le pouvoir en place, sinon, on va couler avec. » Une situation sécuritaire qui se dégrade au Burundi Au Burundi, le président Nkurunziza a lui aussi employé des moyens radicaux, en attaquant directement les journalistes et en fermant progressivement les radios privées au cours du mois d'avril dernier, puis, en les forçant à rester fermées. Près d'une centaine de journalistes sont aujourd'hui en exil. Et la situation ne semble pas s'améliorer. Malgré les affirmations du ministre de l'Intérieur, diffusées notamment sur Radio France Internationale le 13 octobre selon lesquelles la situation sécuritaire du Burundi serait « globalement bonne », les assassinats continuent. Le soir même de ce constat, au moins cinq personnes étaient abattues à Ngagara, dans le nord de Bujumbura, dont un cameraman de la télévision publique, Christophe Nkezabazizi de la RTNB, assassiné chez lui avec sa femme et ses deux enfants, lors d'un raid des forces de l'ordre burundaises. Le Burundi et la RDC occupent respectivement les 145<sup>ème</sup> et 150<sup>ème</sup> places sur 180 pays au Classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières.